

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (soir) 1^{er} juin 2016

Direction de la police et des affaires militaires

**47 2016.RRGR.284 Motion 063-2016 Beutler (Gwatt, UDF)
Privilégier l'insertion professionnelle - une chance pour le Foyer d'éducation de Prêles**

N° de l'intervention: 063-2016
Type d'intervention : Motion
Déposée le: 14.03.2016
Déposée par: Beutler (Gwatt, UDF) (porte-parole)
Müller (Orvin, UDC)
Schnegg (Champoz, UDC)
Gsteiger (Eschert, PEV)
Cosignataires: 0
Urgence: accordée le 17.03.2016
N° d'ACE: 537/2016 du 11 mai 2016
Direction: POM

Privilégier l'insertion professionnelle - une chance pour le Foyer d'éducation de Prêles

Le Conseil-exécutif est chargé :

1. d'évaluer les capacités dont ont besoin le canton de Berne et d'autres cantons dans les institutions d'insertion professionnelle pour les jeunes bénéficiaires d'une rente AI ;
2. d'étudier si une telle offre pourrait éventuellement être étendue à d'autres branches (traitement de la toxicodépendance p. ex.) dans l'esprit d'une diversification ;
3. de mettre en place un groupe de travail qui élabore un projet concret à l'intention des autorités compétentes en tenant compte de l'urgence.

Développement :

Le Foyer d'éducation de Prêles, ce ne sont pas seulement des bâtiments et des surfaces agricoles. C'est aussi une infrastructure d'insertion professionnelle qui s'est développée au fil des ans et qui s'est remarquablement établie avec les récentes rénovations. Comme le foyer était en permanence sous-occupé, il a malheureusement fallu envisager sa fermeture. Cette fermeture est déjà bien engagée.

Contrairement aux formateurs et formatrices des entreprises intégrées à l'économie de marché, les accompagnants et accompagnantes socioprofessionnels de Prêles ont l'habitude de travailler avec les jeunes difficiles. En plus d'avoir suivi une formation d'éducateur spécialisé, un bon nombre de ces spécialistes s'est également perfectionné ou bénéficie d'une longue expérience dans le domaine. Il serait très dommage que cette précieuse infrastructure soit tout simplement dissoute lors de la fermeture de l'institution.

Il y a deux ans, des experts et expertes ont tiré la sonnette d'alarme à la suite de l'annonce du triplement du nombre de jeunes bénéficiaires d'une rente AI en 15 ans. Cette hausse était due à la forte augmentation du nombre de rentes versées pour des maladies psychiques, en particulier pour des troubles déficitaires de l'attention avec hyperactivité et des troubles de la personnalité. Si les troubles psychiques sont à l'origine d'environ la moitié des décisions d'accorder une rente AI chez les adultes, chez les jeunes, ce chiffre est de 70 à 80 pour cent.

L'initiative parlementaire 14.416 déposée par Maja Ingold (PEV) au Conseil national en mars 2014 était consacrée à ce problème. Elle a été retirée avant même d'être traitée par la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national. Au moment où nous déposons la présente intervention, les raisons de ce retrait n'étaient toujours pas connues. Tout le monde aurait intérêt à ce que les infrastructures d'accompagnement socioprofessionnel du Foyer de Prêles soient exploitées. D'une part cela permettrait de faire une utilisation judicieuse des bâtiments et des installations rénovés à grands frais au lieu de les « bazarder ». La majorité des employés et employées pourraient conserver leur emploi. D'autre part cela

contribuerait à ce qu'un certain pourcentage des jeunes bénéficiaires d'une rente AI puisse suivre une formation dans un environnement protégé et éventuellement intégrer le marché du travail plutôt que de toucher une rente à vie. Si l'offre pouvait être étendue à une clientèle extracantonale, cet investissement pourrait éventuellement s'avérer lucratif pour le canton de Berne.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif part du principe que les auteurs de la motion entendent, par « insertion professionnelle », des mesures notamment destinées à l'intégration et à la formation professionnelle initiale des personnes souffrant d'un handicap. Cela étant, c'est l'assurance-invalidité (AI) qui est seule compétente à cet égard et non le canton.

En outre, il n'existe pas de groupe de « jeunes bénéficiaires d'une rente AI », du fait qu'une telle rente ne peut être accordée avant l'âge de 18 ans. Enfin, des personnes en insertion professionnelle (bénéficiant de mesures de réadaptation de l'AI) ne reçoivent pas de rente, mais tout au plus une indemnité journalière, à laquelle les assurés n'ont droit qu'à partir de 18 ans. Une rente AI ne peut être versée que si les mesures de réadaptation n'ont pas ou pas pleinement atteint leur objectif.

1. En date du 16 décembre 2015, le Conseil-exécutif a ordonné la fermeture du Foyer d'éducation Prêles (FEP) courant 2016, l'examen de la réaffectation à moyen voire long terme du site et le transfert en mains privées des infrastructures qui ne sont plus nécessaires.

Selon l'analyse menée par le groupe de planification FEP, mis sur pied par la Direction de la police et des affaires militaires, les réaffectations suivantes sont privilégiées : détention administrative à Châtillon, hébergement collectif de requérants et requérantes d'asile à La Praye, transfert de l'agriculture dans l'économie privée et externalisation des infrastructures particulières, telles que garage et jardinerie.

Le Conseil-exécutif ne voit aucune raison de s'en écarter, étant donné que les besoins sont indéniables dans les domaines concernés. Un sondage au sein des Directions a en outre révélé que des places d'accueil au sein d'institutions visant l'insertion professionnelle des personnes évoquées par les auteurs de la motion ne sont demandées ni à Berne ni dans les autres cantons.

2. Le traitement de la toxicodépendance en général et l'insertion des toxicomanes sur le marché de l'emploi en particulier sont en grande partie financés par l'aide sociale et relèvent de la compétence du canton.

Le canton de Berne disposant d'un large éventail de programmes de traitement et d'occupation destinés aux personnes souffrant d'une dépendance, il n'y a actuellement pas lieu d'étendre cette offre. C'est pourquoi le Conseil-exécutif rejette l'idée de créer une nouvelle structure de ce type dans les locaux du FEP après sa fermeture.

Sur demande, l'Office AI du canton de Berne a en outre fait savoir que non seulement ce secteur est bien pourvu, mais que les structures existantes sont confrontées à des difficultés financières, les placements étant trop peu nombreux. L'Office fédéral des assurances sociales et les offices AI collaborent avec divers partenaires qui proposent de telles mesures, adaptent leur offre à la demande et sont reliés à d'autres structures et au marché primaire de l'emploi. Il convient de mettre en œuvre les mesures de réintégration au sein d'entreprises relevant de ce marché, en s'adjoignant le soutien et l'accompagnement de spécialistes chaque fois que cela est possible. Selon les informations dont dispose le Conseil-exécutif, des places sont également disponibles en suffisance pour d'éventuelles mesures d'intégration en amont.

3. En raison de l'absence de besoin relevée dans les remarques préliminaires et au point 2, le Conseil-exécutif renonce à mettre en place un groupe de travail.

Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

Le président. Wir kommen zu Traktandum 47. Es ist eine Motion, welche vom Regierungsrat abgelehnt wird. Wir führen eine freie Debatte. Der Motionär hat das Wort.

Daniel Beutler, Gwatt (UDF). Gouverner, c'est prévoir. Regieren bedeutet vorausschauen. Wir haben es nun mehrmals gehört. Beim Jugendheim Prêles ist dieses Vorausschauen offenbar nicht so ganz gelungen. Es ist ansonsten nur in der Formel 1 möglich, über 30 Mio. Franken zu investieren, dann jährlich mehrere Mio. Franken Verlust zu machen, daraufhin den gesamten Rennstall in die Wüste zu schicken und am Ende dem Staat noch 10 Mio. Franken zurückzubezahlen. In der Formel 1 wird dieses Geld durch Zigaretten- und Ölwerbung wieder hereingespült, hier bezahlt es der Steuerzahler. Gouverner, ce n'est pas ignorer l'investissement de plus de 30 millions de francs d'impôts. Es handelt sich um Steuergelder. Regieren bedeutet auch nicht, aus einem grossen Fehler einen noch grösseren Fehler zu machen, nur um die Sache möglichst schnell zu einem Ende zu bringen oder – um die Worte des Herrn Regierungsrats zu verwenden – die Reissleine zu ziehen. Grossrat Ueli Jost hat kürzlich gesagt, er bevorzuge ein Ende mit Schrecken, als ein Schrecken ohne Ende. Das Votum von Grossrat Ruchti zielte in eine ähnliche Richtung. Werte Kolleginnen und Kollegen – das ist eine komplette Fehleinschätzung. Der Schrecken besteht darin, dass eine teure und mehrheitlich funktionierende Infrastruktur für stationäre Arbeitsintegration den Bach runter geht, weil dort keine Umnutzung vorgesehen ist. Es geht natürlich nicht darum, Jugendliche in eine geschlossene Institution einzuweisen, wie es Grossrat Wyrsch fälschlicherweise sagte.

Zu Ziffer 1 ist Folgendes zu sagen: Ich habe mit mehreren Integrationsfachleuten telefoniert. Diese sagten mir unisono, es würde sehr wohl ein Bedarf an stationären Plätzen bestehen für die Arbeitsintegration von jungen Menschen, die im ersten Arbeitsmarkt scheitern. Gerade in den letzten Monaten hat die Nachfrage deutlich zugenommen. Das hat mit dem Jahreswechsel zu tun. In der Antwort der Regierung steht, es gebe keinen Bedarf. Da hat jemand seine Arbeit nicht getan. Ausserdem ist im Vorstoss an keiner Stelle die Rede von Behinderten. Seit dem Jahr 2014 stellt man fest, dass sich die Zahl junger Menschen, die aufgrund psychischer Leiden eine IV-Rente beziehen, innert wenigen Jahren verdreifacht hat. Und Lehrmeister, die sich ursprünglich bereit erklärt haben, in der Arbeitsintegration mitzuhelfen, sagen, sie müssten immer mehr therapeutische Aufgaben übernehmen und sind damit überfordert. Es war in diesem Rat sicherlich schon öfter ein Thema, die Arbeitnehmer in die Pflicht zu nehmen, wenn es um die Integration geht. Das bedeutet einerseits, dass es schwieriger wird, solche Lehrmeister zu finden und andererseits – und das ist das Tragische an der ganzen Situation –, dass diese jungen Leute durch die Maschen fallen, und entweder zurück in die teure Psychiatrie oder zum teuren Sozialdienst müssen.

Der Regierungsrat hat bei Traktandum 38 sogar das Argument angeführt, es könne nicht teurer werden, wenn jemand in die Sozialhilfe zurückfällt. Gouverner, ce n'est pas ignorer la perte de douzaines d'emplois. In Prêles sind rund 90 Arbeitsstellen bedroht. Bis heute ist nicht klar, welche Arbeitskräfte wann und wo eingesetzt werden können. Ganz sicher verloren sind Ateliers, Treibhäuser, Garagen, die Schreinerei und wahrscheinlich auch der Landwirtschaftsbetrieb. Man gedenkt, es auszulagern, sprich: man verscherbelt es. In den nächsten Wochen werden einige Arbeits- oder Sozialpädagogen den blauen Brief erhalten. Es handelt sich dabei mehrheitlich um Leute, die gewohnt sind, mit schwierigen Menschen umzugehen. Rund 14 Berufe können in Prêles gelernt werden. (*Le président agite sa cloche.*) Die Tatsache, dass mir eine leitende Angestellte der IV Kanton Bern am Telefon sagte, sie könnte per sofort 30 bis 40 Plätze besetzen, muss ich nicht weiter kommentieren.

Zu Ziffer 2 möchte ich mich kurz fassen. In der Suchtmedizin eröffnen sich neue medizinische Ansätze. In der Schweiz befinden sich rund 18 000 mehrheitlich junge Menschen in einem sogenannten Substitutionsprogramm. Davon arbeitet nur rund ein Viertel im ersten Arbeitsmarkt. Ich habe selber ein medizinisches Projekt ins Leben gerufen, das den Ausstieg aus der Abhängigkeit erleichtern soll. Unsere Resultate nach drei Jahren sind derart gut, dass sich auch hier ein Potential für eine vermehrte Nachfrage nach integrativen Massnahmen ergeben könnte. Ich komme nun zur Ziffer 3. Was will die Motion? Sie verlangt eigentlich nur eine erweiterte Sichtweise und keinen Marschhalt. Dies aufgrund der vorherigen Ausführungen. Denn eine Nutzung für die stationäre Integration wurde zu wenig beachtet. Es geht um sehr viel Geld und Arbeitsplätze. Und wie ich schon erwähnt habe, ist eine Umnutzung als Ausschaffungsgefängnis problematisch. Wir erachten die punktweise Abstimmung als gerechtfertigt. Eine Umwandlung in ein Postulat macht angesichts des Zeitdrucks keinen Sinn. Ich möchte nur noch ganz kurz eine Bemerkung machen: Noch bevor

die Beratung hier im Grossen Rat stattgefunden hat, sind in Prêles bereits Maschinen aufgefahren und haben mehrere Gebäude abgerissen. Das zeugt von einer gewissen Frivolität und macht uns Grossrätinnen und Grossräte eigentlich zu Statisten. (*Le président demande à l'orateur de conclure.*) Umso mehr bitte ich Sie, hier ein Zeichen zu setzen. Dem Kanton Bern bietet sich über die Kantonsgrenzen hinaus eine grosse Chance.

Le président. Sie haben eine punktweise Abstimmung beantragt? – Ja. Nun können sich die Fraktionen melden.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Es gibt Zeiten, wo man denken darf, wo geplant und evaluiert wird. Das haben wir im letzten Jahr getan. Nicht zuletzt hat die glp schon letztes Jahr den Polizeidirektor gebeten, zu klären, ob die Institution beispielsweise für unbegleitete, minderjährige Asylbewerber UMA genutzt werden könnte. Er hat diese Variante aufgenommen und seinen Job gemacht, indem er nämlich regiert und mit einer Arbeitsgruppe diskutiert hat, was das Sinnvollste sein könnte. (*Le président agite sa cloche.*) Das hat Herr Käser heute deutsch und deutlich erklärt. Und dann gibt es Zeiten, wo auch der Grosse Rat seinen Job machen muss. Nämlich festzustellen, dass sauber entschieden wurde, die Kommissionen einbezogen wurden und man jetzt endlich vorwärts machen muss. Wenn jetzt das Ganze noch einmal von vorne beginnt, frage ich mich schon, ob wir Grossräte nicht auch manchmal ein bisschen grössenwahnsinnig sind, dass wir bei Allem meinen, zu wissen, was das Beste sein soll.

Zur Ziffer eins muss ich Folgendes sagen: Ich weiss nicht, mit wem du gesprochen hast, Daniel Beutler. Ich bin im Aufsichtsrat der kantonalen IV. Es ist so, dass zum jetzigen Zeitpunkt verschiedene Institutionen daran sind, genau in diesem Bereich zusätzliche Plätze anzubieten. Beispielsweise Terra Vecchia oder die Klinik Selhofen, wo früher Kurzentzüge durchgeführt wurden. Weil diese nicht funktioniert haben, werden heute 18 Jugendliche betreut, die sich alle in der sogenannten IV-Vorabklärung befinden. Mittels Arbeitsintegration und einem stationären Setting versucht man sie soweit zu bringen, dass es unter Umständen nicht einmal zu einer IV-Rente kommen muss. Ich komme nun auf den zweiten Punkt zu sprechen. Die Institutionen des Berner Arbeitskreises Stationäre Suchtherapie und Rehabilitation wissen schon längst, dass sie innovativ sein müssen. Sie benötigen keine zusätzlichen stationären Suchttherapien. Dies weil sie selbst fähig sind, zusätzliche Angebote zu schaffen, wenn es nötig ist; sei es ein Projekt Alp oder sei es Terra Vecchia. Allein die Stiftung Terra Vecchia und das Projekt Alp haben im letzten Jahr etwa 20 neue Plätze geschaffen, die Stiftung Suchthilfe im Frauenbereich. Auch dieser Bereich ist abgedeckt.

Damit komme ich zu unserer Einstellung bezüglich der Motion der glp. Für uns ist klar, dass die Weichen gestellt sind. Das Projekt, das der Polizeidirektor will, finden wir sinnvoll. Es ist zukunftsgerichtet und es besteht Handlungsbedarf. Wir müssen unsere Strafvollzugsanstalten dringend wieder für die Zielgruppe freigeben, für die sie eigentlich bestimmt sind. Beenden wir das Experimentieren und hören damit auf, dass jeder nach seinem Gusto und gewünschten Therapie noch ein Zusatzprojekt erstellen will. Das ist ein Weihnachtswunschcatalog, hat aber nichts mit einer seriösen Strategie und Planung in dem Bereich zu tun, um den es jetzt geht und wo versucht wird, Prêles eine neue Identität zu geben.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). Pour le parti évangélique, ce qui se passe actuellement au Foyer d'éducation de Prêles est absolument dramatique. La fermeture de cet établissement et sa transformation en centre de détention administrative et d'hébergement pour requérants d'asile est un véritable gâchis sur plusieurs points. Nous ne parlons pas ici des bâtiments, qui d'ailleurs sont déjà en train d'être démontés, mais je parle d'une véritable institution, d'une infrastructure d'insertion professionnelle qui s'est développée au fil des années grâce notamment à des investissements à hauteur de plusieurs millions, on l'a déjà dit. Il y a là-haut des maîtres socio-professionnels qualifiés, habitués à travailler avec des jeunes difficiles, qui encadrent des professions diverses et qui permettent d'obtenir des CFC dans une quinzaine de métiers différents. Aujourd'hui, c'est un fait, cette institution est sous-occupée, mais ceci c'est principalement en raison de la diminution des décisions de placement, mais c'est aussi surtout en raison d'une mauvaise gestion. Et il y a déjà plusieurs mois ou plusieurs années qu'il aurait fallu redresser la barre. La POM a pris rapidement une décision quant à la nouvelle affectation et, du point de vue des motionnaires, sans une analyse approfondie de possibilités et sans tenir compte des besoins supra-cantonaux en matière d'insertion professionnelle. Vous savez, et cela a déjà été répété ici, qu'il y a

de plus en plus de jeunes au bénéfice de prestations de l'AI. Dernièrement, quinze pour cent d'augmentation de ces bénéficiaires, de 18 à 24 pour cent. Trois fois plus aujourd'hui de jeunes qui ont des troubles psychiques. Et le monde du travail est toujours plus exigeant. Une entreprise formatrice est de moins en moins tolérante envers les moins performants. Une réhabilitation du Foyer d'éducation de Prêles en institution d'insertion professionnelle paraîtrait donc une excellente idée, une vision à long terme et pas simplement un choix à court terme pour satisfaire des besoins urgents dans le domaine de l'asile. Le groupe PEV n'est pas convaincu par la réponse du Conseil-exécutif, notamment quand il affirme l'absence de besoins dans ce domaine. Nous allons majoritairement soutenir l'intervention, que nous aurions plutôt voulu sous la forme du postulat, pas pour perdre du temps mais c'est la forme du texte qui voudrait plutôt que ce soit un postulat.

Le président. Der Grundlärmpiegel ist momentan hoch, so kurz vor dem Feierabend. Ich bitte Sie, noch bis um 19.00 Uhr durchzuhalten und die wichtigen politischen Gespräche bitte draussen zu führen. Auch zum Zuhören ist es sehr unangenehm, man versteht die Voten nur schlecht.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Der Titel dieser Motion klingt unserer Meinung nach ein wenig verführerisch. Ist Integration anstatt Rente wirklich möglich, auch wenn versucht wird, psychisch oder körperliche Behinderte wieder zu integrieren und von einer Rente abzulösen? Werden überhaupt zusätzliche Plätze – entweder für Behinderte oder Drogenabhängige – benötigt? Die BDP hat sich zu diesem Thema einige Fragen gestellt. Sind die Anlagen in Prêles für diese Leute überhaupt geeignet? Ich könnte mir vorstellen, dass, wenn Drogenabhängige dort wären, eventuell das Gewächshaus genutzt würde, um Hanf anzupflanzen. Ist das Personal kompetent, um solche Leute zu führen? Ist der Bedarf ausgewiesen um die Anlagen dort auszulasten? Wird ein solches Angebot seitens der IV anerkannt? Was für Kosten fallen für Umbau, Anpassungen, Umschulungen usw. an?

Der Regierungsrat schreibt in seiner Antwort, es bestehe kein Bedarf. Die Motionäre monieren den Mangel an solchen Plätzen. Was soll man denn glauben? Liegt die Wahrheit irgendwo dazwischen? Für uns ist Folgendes klar: Wir wollen keinen weiteren Blindflug. Sie haben unsere Motion abgelehnt. Diese zielt in eine ähnliche Richtung. Es wird ein Blindflug gestartet, der nebulös scheint und bei dem unklar ist, wie er herauskommen und wie viel er kosten wird. Wir wollen nicht noch mehr Geld in den Sand setzen. Wir möchten lieber ein Ende mit Schrecken, als einen Schrecken ohne Ende. Ganz zum Schluss möchte ich noch eine andere Überlegung einbringen. Ich war kürzlich im Ausland. Dort ist ein Gefängnis in ein Hotel umgewandelt worden. Das wäre vielleicht auch noch eine Überlegung wert. Die BDP lehnt die Motion einstimmig ab.

Dave von Kaenel, Villeret (PLR). Dans la série «On est toujours plus intelligent après qu'avant» on continue. On ne va pas répéter ici l'historique du Foyer de Prêles, si ce n'est juste de rappeler que le cas bernois n'est pas unique. La prison romande des mineurs de Palézieux dans le canton de Vaud, flambant neuve elle avec ses 36 places, a connu le même sort, à savoir un changement d'affectation pour l'exécution des peines. Même si l'on peut comprendre les motivations des motionnaires, la sous-occupation du Foyer de Prêles était récurrente depuis quelques années et nous aurions peut-être dû nous en inquiéter beaucoup plus tôt. Personnellement, j'ai aussi l'impression que cette motion pour certains est une sorte de baroud d'honneur pour éviter l'installation de réfugiés sur le Plateau de Diesse, ce qui est aussi légitime et de bonne guerre. Si l'on veut étudier et évaluer et encore d'autres projets, d'autres solutions, cela va prendre du temps. Je doute d'une part que le canton soit d'accord de financer 80 collaborateurs et que ceux-ci soient sous-employés, et les sous-employer, cela va encore moins garantir leur avenir professionnel, car les gens vont chercher eux-mêmes du travail ailleurs. Donc, le groupe radical propose aussi le rejet de cette motion.

Christian Hadorn, Ochlenberg (UDC). Ich habe es bereits vorher gesagt: Die beiden Motionen gehören eigentlich ein bisschen zusammen. Da liegt eine Idee vor, wie man Diesse beispielsweise weiter betreiben könnte. Solche Ideen könnten an sich in allen unseren Köpfen wachsen. Denn dass bereits länger ein Defizit und ein Missverhältnis besteht zu dem, was dort gebaut worden ist, wussten wir schon eine Weile und haben zugeschaut. Irgendwann einmal musste man sagen «itz isch gnue Hoi dunge»! Der Regierungsrat hat hier die Reissleine ziemlich rabiät gezogen. Er hat klar gesagt, dass jetzt andere Lösungen gesucht werden. Was wir vorher diskutiert haben – es ist hier eigentlich dasselbe. Wir sollten jetzt schnellstmöglich dafür sorgen, dass das Projekt

weitergetrieben werden kann und nicht verzögert wird. Und natürlich müssen wir für die Zukunft eine Lösung finden. Ich weiss nicht genau, wie es mit den Ausschaffungshäftlingen weitergehen wird. Das wissen wir alle nicht. Dementsprechend müssen wir auch weiterhin in die Zukunft blicken. Aber dafür benötigen wir die gut funktionierende Gruppe, die gut funktionierende Geschäftsprüfungskommission und die Finanzkommission, welche genau hinschauen, ob wir uns auf dem Weg befinden. Ich bin nun guter Hoffnung, dass wir uns auf dem Weg befinden. Denn angesichts der Plätze, die im Kanton Bern benötigt werden, können wir das Projekt mit den 50 Plätzen sicher unterstützen. Wenn es dann gut läuft, können wir später noch mehr Plätze und vielleicht auch welche für andere Kantone zur Verfügung stellen.

Lassen wir die Gruppe nun arbeiten und uns so schnell wie möglich wieder schwarze Zahlen liefern. Wir haben es gehört: Die Leute wurden informiert und ein Grossteil davon ist bereits wieder irgendwo im Einsatz oder wird zum Einsatz kommen. Das ist mir auch ganz wichtig. Der Landwirtschaftsbetrieb sollte nicht verschert werden. Man sollte ihn behalten. Vielleicht könnte man ihn – so wie es jetzt geschieht – zusammen mit Witzwil weiterführen. Das halte ich für eine gute Lösung. Später könnte man ihn vielleicht dementsprechend sogar einem Pächter, einer Familie oder einer Pächtergruppe in Pacht geben. Wir lehnen die Motion ab.

Pierre Amstutz, Corgémont (Les Verts). Je serai plus bref que précédemment. Je ne sais pas si c'est parce que c'est Christian Hadorn qui était le porte-parole, mais je remarque, c'est assez rare, que je peux être tout à fait d'accord avec les propos qu'il vient de présenter. Cette motion part d'une bonne intention, utiliser le potentiel de formateur du FEP et ainsi maintenir des places de travail pour les personnes ayant travaillé jusqu'ici dans l'institution, offrir à des jeunes bénéficiaires d'une rente AI une possibilité d'insertion professionnelle. Mais hélas cette motion, à notre avis, arrive trop tard. Au nom des Verts, je me permets cependant de faire juste quelques remarques. Les places d'accueil au sein d'institutions visant l'insertion professionnelle ne sont demandées ni à Berne ni dans les autres cantons. Concernant les programmes de traitement et d'occupation destinés aux personnes souffrant d'une dépendance, ceux-ci semblent suffisants. L'office AI du canton affirme que le secteur est bien pourvu, mais que les structures existantes sont confrontées à des difficultés financières, les placements étant trop peu nombreux. Et je me permets ici de reprendre le propos de Barbara Mühlheim qui disait, je trouve très justement, qu'il y a un temps pour réfléchir et un temps pour décider. Décidons, les Verts vous proposent de rejeter cette motion.

Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (PS). Zuerst möchte ich Herrn Regierungsrat Käser danken. Wir haben heute Abend zur Problematik, den Herausforderungen aber auch den Lösungen in Prêles sehr viele Informationen erhalten. Das Jugendheim Prêles bewegt und interessiert die Leute. Im Saal waren Sorgen um die Mitarbeitenden, die Finanzen und die Zukunft der Gebäude spürbar. Heute Abend haben wir zwei Motionen zu diesem Thema beraten. Die Diskussionen waren lange und engagiert, und wir haben sehr umfassende Ausführungen des Regierungsrats erhalten. Man kann also nicht sagen, es sei etwas, womit man sich nicht mehr befassen sollte, weil alles schon entschieden sei. Wir alle wollen eine gute Lösung für Prêles und wollen – auch gerade im Hinblick auf die Geschichte – keine finanziellen Risiken eingehen.

Ich komme nun auf die Motion zu sprechen. Für uns ist die Stossrichtung der Ziffern 1 und 2 der Motion zu fokussiert, die Zielgruppen zu klar definiert und zu stark festgelegt, was verlangt wird. Wir lehnen deshalb die Ziffern 1 und 2 ab. Ziffer 3 haben wir innerhalb der Fraktion intensiv diskutiert und waren geteilter Meinung. Ein Teil wird Ziffer 3 als Postulat annehmen, ein anderer Teil lehnt Ziffer 3 auch als Postulat ab.

Le président. Es haben sich nicht alle Fraktionen geäussert, es hat sich aber niemand mehr gemeldet. Wir kommen nun zu den Einzelsprechern. Ich gebe das Wort Grossrat Wyrsch.

Daniel Wyrsch, Jegenstorf (PS). Ich werde mich kurz halten. Ich möchte mich ganz herzlich für das klare Votum für die Mitarbeitenden im vorliegenden Traktandum bedanken. Das war für sie sehr wichtig. Denn ich weiss, dass sie wirklich leiden. Zum Bedarf an stationären Plätzen möchte ich mich nicht äussern. Da scheinen sich auch die Fachgelehrten nicht einig zu sein. Mir geht es ähnlich wie Jakob Etter: Es scheint mir eine Art Blindflug zu sein. Ich kann Ihnen nur Folgendes sagen: Es wäre schwierig, würde man der Idee folgen. Denn bis das alles umgesetzt wäre, haben sowieso schon alle Sozialpädagogen und Werkstatteleiter usw. Prêles verlassen. Ich bitte Sie deshalb, die Motion abzulehnen. Hinsichtlich der Zukunft wissen wir nicht, wie lange diese 50

Ausschaffungshaftplätze benötigt werden. Wir wissen aber auch nicht, wie lange solche stationären Plätze für Jugendliche nötig sind. So etwas weiss man als Exekutivpolitiker nie so recht.

Le président. Es gibt keine weiteren Wortmeldungen mehr. Ich übergebe das Wort deshalb dem Regierungsrat.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Ich denke, die Diskussion rund um das Jugendheim Prêles ist erschöpft und verweise auf die Antworten der Regierung zu den drei Ziffern der Motion Beutler. Ich bitte Sie, diese abzulehnen, wie es der Regierungsrat vorschlägt.

Le président. Der Motionär hat nochmals das Wort gewünscht.

Daniel Beutler, Gwatt (UDF). Auch ich möchte mich für die engagierte Diskussion bedanken. Grossrätin Mühlheim, wenn aufgrund einer falschen oder unvollständigen Basis entschieden wurde, muss man manchmal den Mut haben, Entscheide zu hinterfragen. An die Adresse des Kollegen Etter muss ich Folgendes sagen: Ich habe nie von Behinderten gesprochen. Ich spreche von jungen Leuten mit psychischen Leiden – ein Problem, das seit dem Jahr 2014 zugenommen hat. Grossrat Hadorn, du sagtest, wir wüssten nicht, wie es mit den Ausschaffungshäftlingen weitergehen werde. Ich kann dir sagen, dass ich weiss, dass das Problem der jungen Leute mit psychischen Leiden zunehmen wird. Deshalb wird auch der Bedarf entsprechend zunehmen. Dasselbe sage ich auch Kollege Amstutz. Ich bleibe dabei: Lieber gehe ich mit einer Motion unter, als, dass ich in ein Postulat wandle, das meines Erachtens keinen Sinn macht.

Le président. Wir kommen zur punktweisen Abstimmung, aber über alle Punkte wird als Motion befunden. Wer Ziffer 1 der Motion annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 29

Non 90

Abstentions 3

Le président. Der Grosse Rat hat Ziffer 1 abgelehnt. Wir kommen zu Ziffer 2. Wer diese als Motion annehmen will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 30

Non 91

Abstentions 2

Le président. Der Grosse Rat hat Ziffer 2 abgelehnt. Wir kommen zu Ziffer 3. Wer Ziffer 3 als Motion annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 3)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 11

Non 107

Abstentions 5

Le président. Der Grosse Rat hat Ziffer 3 ebenfalls abgelehnt. Ich habe noch eine Information für Sie. Traktandum 51 wurde zurückgezogen. Das bedeutet, dass sie sich allenfalls heute Abend nicht

mehr darauf vorbereiten müssen. Aufgrund des Umstands, dass wir gut in der Zeit liegen, entlasse ich Sie früher in den Feierabend. Ich danke für die Diskussionen und wünsche Ihnen einen schönen Abend. Bis morgen.

La séance est levée à 18 heures 50.

Les rédactrices :

Andrea Trachsel (d)

Catherine Graf Lutz (f)